

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

Michel Ducommun – solidaritéS Genève

Je pense qu'avant de parler de projets, de buts, de développements d'une organisation politique quelle qu'elle soit, il s'agit d'abord de débattre de l'analyse que l'on fait de la société dans laquelle on vit et on milite.

Je précise que je présente ce soir le point de vue d'un militant de SolidaritéS, et non une position « officielle », dans la mesure où le débat est en cours chez nous, qui aboutira à un congrès ce printemps.

Revenons donc à cette analyse de notre société. Je commencerai par de simples constats, puis à une tentative de compréhension des mécanismes qui sont à l'origine de ce que l'on constate, pour finir avec les perspectives politiques qui en découlent.

Au niveau du constat, l'aspect le plus frappant est de se rappeler des réactions en Suisse, même du côté de la bourgeoisie, face aux victoires de Thatcher et de Reagan dans la fin des années 70 : « ils exagèrent, on ne fera quand même pas ça chez nous ! » Le « ça », c'était la victoire du néolibéralisme signifiant la fin des « 30 glorieuses », années d'après guerre caractérisées par une apparence consensus social, la bourgeoisie pouvant se permettre quelques concessions qui aboutirent à la création de certaines formes d'Etat social, des luttes et des mobilisations permettant d'obtenir quelques améliorations objectives des conditions de vie et de revenus des masses travailleuses.

Aujourd'hui, avec 25 ans de recul, on constate que ce néolibéralisme a gagné partout. Et avec lui l'augmentation des inégalités, du chômage, de la pauvreté, la remise en cause et la diminution des services publics. Alors que la quantité de richesses produites, exprimée par le PIB, ne cesse d'augmenter, le discours dominant ne cesse de répéter : « on ne peut pas se permettre ... » de payer des salaires décents, de financer des soins médicaux qui répondent aux besoins, (je me souviens d'avoir entendu le conseiller d'Etat en charge de la santé Guy Olivier Segond affirmer, fin des années 90, que l'on ne pouvait plus soigner en fonctions de besoins, mais des moyens !), on ne peut pas se permettre de maintenir une prévoyance vieillesse correcte ou d'investir suffisamment dans l'éducation et la formation. Les impôts diminuent et les revenus s'envolent pour les plus riches, la vie devient plus difficile pour une majorité.

A cela s'ajoute l'inégalité des sexes en termes de salaire et de différenciation des rôles, donc de société machiste et patriarcale, et la destruction de l'environnement pour une longue période, même si ces derniers éléments ne sont pas caractéristiques du seul néolibéralisme.

Journée de débat solidarités 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

Ce constat semble incontestable, l'analyse est moins immédiate. En fait, la droite, avec une bonne partie de la gauche institutionnelle, ne donne pas d'analyse, et se limite au « TINA » de Thatcher (« There Is No Alternative », il n'y a pas d'alternative, donc bouclez-la et restez inactifs, vous ne pouvez rien faire, ou, ce qui revient en fait au même, face à la mondialisation il faut rester compétitif, donc il faut obéir aux lois du marché. Cette injonction « vous ne pouvez rien faire » ne permet effectivement pas de comprendre pourquoi nous sommes passés des 30 glorieuses au néolibéralisme, pourquoi, alors que l'on produit de plus en plus de richesses, il a fallu que la situation d'une majorité de la population se détériore.

Et pourtant il y a une explication, qui a son origine dans la nature même du capitalisme. Je n'ai pas le temps ici de développer tout un cours d'économie, mais je rappellerai 3 lois fondamentales :

1) La seule création de nouvelle valeur est le produit du travail. L'argent ou des machines ne produisent pas tout seuls de la valeur. Donc le profit est l'appropriation d'une plus-value créée par les travailleurs et qui ne leur est pas payée. En d'autres termes, l'exploitation des travailleurs, dans le sens où il se font déposséder d'une grande partie de la valeur qu'ils produisent, est une nécessité incontournable du capitalisme.

2) La contradiction entre le développement des forces productives résultant du mode de production capitaliste et l'appropriation privée du profit entraîne nécessairement des crises et la nécessité de détruire du capital (crises de surproduction ou guerres).

3) L'augmentation relative du capital constant (machines, etc), qui ne permet pas de création de plus-value, par rapport au capital variable (salaire), le seul à l'origine du profit, a pour conséquence une baisse tendancielle du taux de profit. Illustrons par un exemple : admettons que le travailleur passe une moitié de son temps de travail pour lui, et l'autre moitié il crée la plus-value pour le patron. Le taux de plus-value est alors de 100%. (Le patron paye un salaire de 50, et s'approprie une plus-value de 50). Si un capital investi de 100 se partage en 50 de capital constant (machines, etc) et 50 en capital variable (salaire), ce capital variable va permettre une plus-value de 50. Le taux de profit est alors de 50%. (50 de profit par rapport aux 100 investis). Si maintenant ce capital de 100 se partage en 80 de capital constant et 20 de capital variable, la plus-value se réduit à 20, et le taux de profit à 20 %.

C'est fondamentalement cette dernière loi qui explique le passage des 30 glorieuses au néolibéralisme. Le taux de profit des capitalistes a effectivement baissé au cours de ces 30 glorieuses, pour devenir critique, du point de vue capitaliste s'entend !, dans les années 70,

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

particulièrement en lien avec la première crise pétrolière et la montée de l'inflation. Pour retrouver un taux de profit « convenable », toujours pour les capitalistes s'entend, les concessions n'étaient plus de mise. Il s'agit alors de modifier le rapport de force en cassant les syndicats (cf Thatcher et la grève des mineurs, ou plus récemment à Genève le refus du Conseil d'Etat de négocier après une grève et une manif rassemblant plus de 10'000 travailleurs de la fonction publique), en s'en prenant au rôle social de l'Etat, (diminutions d'impôts pour une politique des caisses vides), aux prestations de sécurité sociale et des services publics), en transformant tout en marchandise, de là les privatisations, en exerçant une pression sur les salaires par le développement et le maintien d'un chômage important, en renforçant une mondialisation qui existait déjà.

Et j'insiste sur le fait que tout cela se passe alors que la quantité de richesse augmente chaque année. La fonction essentielle du néolibéralisme est donc bien de faire un transfert important des richesses créées au profit des capitalistes, pour contrer la baisse du taux de profit.

Ce qu'il y a d'étonnant dans cette victoire du néolibéralisme, comme nouveau stade du capitalisme, ce n'est pas tellement qu'il était nécessaire pour répondre aux contradictions de ce capitalisme, mais c'est que cette victoire a pu se produire dans des pays formellement démocratiques, alors que ses effets étaient négatifs pour une majorité de la population. C'est comme si une majorité décidait de s'auto flageller !

Selon moi, 2 éléments expliquent ce paradoxe :

1) La préparation idéologique au passage au néolibéralisme a dépassé largement tous les investissements précédents en propagande. C'est dès les années 40 que les théoriciens du néolibéralisme donnent de la voix, par la suite des centaines de millions de dollars seront mis à la disposition de « Think tank » (boîtes à penser ou plutôt à faire penser). Jamais autant qu'aujourd'hui la classe dominante n'a fourni autant d'efforts et de moyens pour arriver à une domination idéologique déterminante sinon absolue, en particulier au travers de sa domination des médias face aux masses qui ont de moins en moins de mouvements sociaux pour se réappropriier leur propre pensée.

2) Cette emprise idéologique basée sur le « il n'y a pas d'alternative » a été grandement facilitée par les échecs des révolutions visant la construction de sociétés socialistes, que ce soit dans l'ancienne URSS et ses satellites, à Cuba ou en Chine.

Je peux maintenant passer aux perspectives politiques qui découlent de l'analyse que j'ai esquissée.

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

1) Rêver d'un capitalisme social est une parfaite illusion. Les contradictions propres au capitalisme lui imposent d'augmenter l'exploitation des producteurs, des travailleurs. Des rapports de force peuvent en modifier les limites, mais le capitalisme est de par sa nature, (et non par la méchanceté des capitalistes) incompatible avec des aspirations visant à l'égalité, la liberté et le bien être.

C'est ce qui explique que partout en Europe, lorsque la sociale démocratie est arrivée au pouvoir, elle a opéré un net virage à droite, se retrouvant essentiellement gestionnaire d'une société de plus en plus néolibérale. Blair a plus été le continuateur de Thatcher qu'un premier ministre de gauche, même sans tenir compte de son soutien à l'invasion de l'Irak. En Allemagne, on a plus l'impression d'une continuité que d'une rupture en passant du social démocrate Schröder à la conservatrice Merkel. En France, c'est par le gouvernement Jospin, même s'il a peut-être plus tenté de conserver des objectifs de gauche, que le rythme de privatisations a été le plus rapide. Même à Genève, il est difficile de prétendre que le Conseil d'Etat à majorité dite alternative développe une politique de gauche.

On constate donc ce paradoxe : l'Europe néolibérale a été construite en grande partie par des gouvernements dits de gauche. Cela ne veut pas dire que les dirigeants social démocrates ont été ou sont des traîtres ou des vendus, cela illustre simplement et clairement l'impossibilité d'obtenir de véritables progrès sociaux en restant sous la domination du mode de production capitaliste et de sa domination idéologique.

En faisant ce constat, je n'adhère pas à la vision du « blanc bonnet-bonnet blanc », il existe des différences qui valent mieux que rien, mais qui restent marginales et se limitent à éventuellement ralentir, mais pas à inverser, une évolution qui se fait contre les intérêts des travailleurs.

La conclusion, c'est que la perspective d'une organisation politique vraiment de gauche ne peut qu'être anticapitaliste, visant donc à l'abolition du capitalisme, ce qui nécessite la création et la défense d'un projet donnant les étapes de la construction d'une société non capitaliste.

2) Le problème, avec la perspective de l'abolition du capitalisme, c'est qu'on a l'impression que ce n'est pas pour demain matin. On peut se dire que parfois l'histoire s'accélère, cela peut donner des espoirs, mais n'est pas suffisant. Par contre il est nécessaire de se demander : Quelles sont les implications de cette perspective ?

Tout d'abord de se rendre compte de l'importance de la bataille idéologique : non seulement dénoncer les mensonges néolibéraux au lieu d'accepter le primat des lois du marché, mais surtout développer un projet politique qui soit crédible, et pour cela il doit analyser et dénoncer les échecs

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

de ce qui a été appelé sociétés socialistes, il doit proposer des formes d'abolition de la propriété privée des moyens de production qui ne répètent pas les échecs mentionnés mais garantissent le contrôle par les producteurs eux-mêmes, il doit donner les conditions qui garantissent une réelle égalité des sexes et un développement respectueux de l'environnement. Il est clair qu'une telle perspective est ambitieuse, très ambitieuse, mais cette fois j'ai envie de dire « il n'y a pas d'alternative », et je ne peux pas accepter que cela soit impossible dans un monde aujourd'hui capable de produire plus que le minimum vital pour chaque habitant de la terre, et dans lequel toutes les 7 secondes un enfant meure de faim ou de manque d'eau potable.

3) Une organisation politique ne peut se limiter à la seule bataille idéologique, si importante soit-elle. Même si les batailles et mobilisations concrètes sont dans le rapport de force actuel plutôt défensives, que leur chance d'aboutir sont souvent minces, ce type de mouvement est nécessaire pour au moins 3 raisons.

a) C'est seulement l'existence de ce type de mouvement qui permettra de modifier le rapport de force.

b) Pour chaque individu, la pratique collective de ce type de mouvement social de résistance est sans doute une condition pour pouvoir se libérer de la domination idéologique de la bourgeoisie, sans chercher la réponse du côté de l'extrême droite xénophobe et raciste.

c) C'est ce type de bataille qui doit permettre et favoriser une unité pratique entre les différentes forces politiques qui se réclament de la gauche. Cette unité, sur des contenus acceptables, est un élément important à la fois pour la reprise d'espairs des travailleurs, et pour le développement d'objectifs communs de ces organisations politiques.

Donc, vous l'aurez compris, pour SolidaritéS, une priorité doit bien être donnée à la mobilisation sur le terrain, sans laquelle toute amélioration sociale est illusoire. Cela n'exclut pas une présence parlementaire, mais la subordonne aux mobilisations sociales.

4) Que devient la perspective unitaire dans ce contexte ? Il est clair que la gauche anticapitaliste se sent aujourd'hui assez minoritaire en Suisse, et plus généralement dans tous les pays développés. Soyons réalistes, SolidaritéS ne pourra pas à elle toute seule mener la révolution ! Le problème, c'est qu'il faut à la fois une gauche unie, parce que l'unité est une condition essentielle de victoire, il n'y aura de transformation sociale que par la volonté d'une majorité, et que par l'espoir engendré par cette unité, mais aussi cette gauche doit être anticapitaliste, car il n'y aura pas de réelle victoire

Journée de débat solidarités 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

pour les couches populaires sous le capitalisme. Donc soyons unitaires autant que possible, mais le renforcement d'une gauche combative ne se fera que sur la base d'orientations politiques claires.

Alors finalement quelle gauche pour quel avenir ? Je répondrai un avenir sans capitalisme et une gauche qui développe une dynamique unitaire, un projet politique qui soit une alternative au capitalisme, qui soit féministe et écologique, et qui se méfie des illusions.

19 janvier 2008

Michel Ducommun